



## **Extrait du chapitre 3 : « Les féminicides de Ciudad Juárez et la recomposition de la violence » (p. 99-133).**

### **Retour sur les féminicides sexuels systémiques : trois pistes pour approfondir l'analyse**

Sur la base de tous ces éléments, je propose pour ma part trois grandes pistes d'interprétation qui synthétisent les réflexions antérieures et suggèrent de nouvelles perspectives, tant sur [le cas particulier de Ciudad Juárez](#) que pour comprendre la dynamique meurtrière et les diverses violences contre les femmes qui se sont multipliées tout au long des années 2000 dans l'ensemble du pays et du continent, avec l'approfondissement des logiques néolibérales.

D'abord, je rejoins pleinement les analyses de Weissman et de Schmidt Camacho, qui lisent les violences et les assassinats de femmes en fonction d'une logique d'abaissement du coût de la main-d'œuvre. En effet, se focaliser sur la dimension sexuelle des féminicides sexuels systémiques et sur le sexe des personnes assassinées - que ce soit dans un louable souci féministe ou par naturalisme plus ou moins inconscient -, fait oublier que les mortes et les disparues avaient également des positions de classe et de « race ». Plus précisément, la plupart des féminicides sexuels systémiques concernent des prolétaires « brunes », souvent des migrantes rurales et des travailleuses pauvres - ouvrières, travailleuses du sexe, épouses, et parfois tout cela à la fois.

Cependant, je propose d'aller au bout de la suggestion de Schmidt Camacho, qui rapproche travail légal et illégal, ou, pour le dire autrement, activités liées au tourisme et activités industrielles à Ciudad Juárez. Pour ce faire, le concept d'« amalgame conjugal » de l'anthropologue italienne Paola Tabet (2004) me semble particulièrement utile. Elle désigne ainsi un ensemble de tâches qui, selon les circonstances historiques et culturelles, sont soit réalisées par des épouses et appropriées en

bloc par des époux dans le cadre du mariage, soit vendues séparément par des femmes et achetées sur le marché, généralement par des hommes. Concrètement, selon Tabet, l'amalgame conjugal se compose du travail domestique, du travail émotionnel, du travail sexuel et du travail procréatif. Dans la perspective de l'appropriation individuelle et collective des femmes théorisée par Colette Guillaumin et reprise par les Québécoises Danielle Juteau et Nicole Laurin, j'ai montré qu'une des tendances de la mondialisation néolibérale consistait à glisser d'une appropriation privée des femmes par les hommes à une appropriation collective (Falquet, 2015a). Cette tendance implique de séparer (« désamalgamer ») les tâches de l'amalgame conjugal et de les faire sortir du cadre du mariage ou de la famille pour les offrir sur le marché du travail salarié classique, dans le cadre d'activités que j'ai appelées « de femmes de services » [1] (2008) et qui recouvrent notamment le travail domestique et le travail sexuel. La monétarisation de ces activités, même si elle les rend de fait plus cher pour un grand nombre d'hommes qui jusqu'alors pouvaient en bénéficier « gratuitement » dans le cadre du mariage (grâce aux logiques de l'appropriation individuelle), permet à d'autres personnes, pour la plupart des hommes, de réaliser de belles plus-values dans le cadre de l'exploitation (néolibérale).

Les féminicides visent principalement des femmes qui, pour différentes raisons, vivent et travaillent pour partie en dehors de l'institution familiale-matrimoniale et des logiques de l'amalgame conjugal, et qui représentent de ce fait des figures emblématiques de la mondialisation néolibérale. Les féminicides sexuels systémiques touchent tout particulièrement celles qui non seulement effectuent le plus gros du travail nécessaire à la reproduction sociale anthroponomique [2] (à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution familiale), mais qui participent aussi largement à la production agro-industrielle - soit, précisément, les travailleuses dont le mode de vie est le plus transformé par la nouvelle organisation du travail et dont le travail génère les plus grosses plus-values. Autrement dit, les assassinats ciblent un segment de la main-d'œuvre indispensable à la réorganisation néolibérale de la production, et en même temps l'impunité dont bénéficient les assassins redouble ce ciblage. Comment comprendre ce paradoxe, que nous dit-il ?

La deuxième piste est liée à la première. Je propose de pousser plus loin l'hypothèse de Segato, selon laquelle les féminicides de Juárez seraient avant tout un mode de communication entre hommes, et celle de Valencia, pour qui cette violence n'est qu'un moyen d'expression, un mode de vie et parfois une source de revenus pour des sujets *andriagos* fondamentalement masculins. À mon sens, pour tenter de comprendre la violence féminicide il faut admettre qu'elle s'adresse avant tout aux personnes assassinées, c'est-à-dire aux femmes travailleuses elles-mêmes. Au-delà, elle s'adresse également aux personnes qui partagent les principales caractéristiques des cibles attaquées, c'est-à-dire à l'ensemble des femmes puisque le « message » de mort se double de violences sexuelles, qui dans la culture dominante les concernent tout particulièrement. Mais en réalité, le deuxième cercle des destinataires du message s'étend à l'ensemble des pauvres et des migrant-es brun-es, qu'il s'agit ni plus ni moins de terroriser pour les empêcher d'agir et de s'organiser, individuellement et collectivement. L'effet de sidération, de démoralisation généralisée et de fatalisme qui s'est répandu au Mexique lors de la guerre déclarée aux narcotrafiquants par l'ex-président Calderón (2007-2012) l'illustre bien. En les obligeant à poursuivre ces combats douloureux (pour retrouver des corps, identifier les victimes, réclamer que les assassins soient châtiés), la violence féminicide freine considérablement les luttes qu'elles et ils pourraient mener en tant que femmes, travailleur-es pauvres ou migrant-es (monter un syndicat pour réclamer des hausses de salaire, par exemple, ou remettre en cause les mécanismes sociaux de la maternité qui rendent les femmes si dépendantes d'un compagnon ou d'un salaire). La question qui se pose alors est simple : quels sont les secteurs sociaux, politiques et économiques qui ont intérêt à empêcher/détourner/retarder les luttes des femmes, des pauvres, des migrant-es, notamment leurs luttes contre la dépendance économique et l'exploitation ?

La troisième piste concerne les effets sociaux globaux des assassinats de Juárez. Le message politico-médiatique qui les entoure mérite qu'on s'y attarde. Le discours politique s'est déployé sur les deux registres du blâme des victimes et de la défense de l'impunité – les autorités du pays allant jusqu'à attaquer verbalement les personnes qui dénonçaient les féminicides, et s'abstenant bien souvent d'agir quand celles-ci étaient menacées, voire assassinées à leur tour. De son côté, le discours médiatique a renchéri sur la mise en scène insoutenable, terrifiante et clairement sexiste des cadavres par les assassins. Au fil des mois et des années, la population mexicaine a subi un véritable matraquage de représentations de la violence, avec un déferlement d'images de corps de jeunes travailleuses pauvres atrocement disloqués, démembrés, mutilés, rendus méconnaissables et abjects – méprisables. Rappelons que le Mexique est un des pays où la concentration de la propriété des médias est la plus élevée au monde[3], et que l'exercice du journalisme indépendant y est particulièrement dangereux : selon le Comité pour la protection des journalistes, entre décembre 2006 (arrivée au pouvoir du président Calderón) et 2010, vingt-deux journalistes et trois employé·es de presse ont été assassiné·es et sept autres ont disparu[4].

Je voudrais m'arrêter sur trois des effets produits par ce discours politique et médiatique. D'abord, dans la perspective ouverte par le Combahee River Collective suite à une vague d'assassinats de femmes, presque toutes Noires, à Boston dans les années 1970 (Falquet, 2006), conformément aussi à l'analyse de Judith Walkowitz à propos de Jack l'Éventreur et à ce qu'indique clairement le titre de l'ouvrage de Fregoso et Bejarano, *Terrorizing women*, il s'agit à l'évidence de « terroriser les femmes » pour « normaliser » leur comportement. Ce discours les somme de se placer sous protection masculine/familiale, il leur enjoint de restreindre leur mobilité et leurs comportements, non seulement en tant que possibles objets du « désir » sexuel masculin mais aussi en tant que travailleuses, dans tout ce qui a trait à leur activité professionnelle. Ensuite, en se focalisant, parfois complaisamment, sur la dimension sexuelle des violences, sur le sexe et la « moralité » des victimes, le discours dominant détourne l'attention des rapports sociaux de classe et de « race » également en jeu dans les meurtres. Enfin, le discours (et les pratiques) de terreur et d'impunité participent d'un processus de désensibilisation sociale qui touche l'ensemble de la population. On sait qu'après un premier seuil de révolte, puis de dégoût, l'horreur tend à anesthésier les consciences et à ôter aux personnes toute envie de rébellion et même toute velléité d'organisation. Le rapprochement avec les contextes de (post-)guerre et de (post-)dictature d'autres pays du continent, où les meurtres de femmes sont en progression depuis les années 2000, est riche d'enseignements, comme le révèlent l'ouvrage de Fregoso et Bejarano et les travaux de plus en plus nombreux réalisés dans la région. À cet égard, ceux de Martín Baró (1990) sur la psychologie sociale de la guerre, déjà évoqués au premier chapitre, ont établi que l'usage public de la violence extrême et son éclatante impunité participent des stratégies de « guerre de basse intensité » enseignées à l'École des Amériques et appliquées en Amérique latine tout au long des années 1970 et 1980. Cette perspective, pour peu qu'on veuille bien l'adopter, replace les meurtres de femmes dans une histoire politique et militaire bien plus vaste que celle qui a marqué la ville de Juárez et les années 1990, et les inscrit dans des stratégies globales de contrôle social par la terreur.

Bien entendu, les féminicides sexuels systémiques de Juárez – et, plus largement, l'exacerbation de la violence généralisée contre les femmes – ne sont pas l'œuvre d'un « cerveau » qui aurait planifié une guerre de basse intensité contre certains segments de la main-d'œuvre mise au travail dans des régions clés du monde (frontières entre le Sud et le Nord ou des zones potentiellement riches, pays en situation de guerre ou de post-guerre du fait de l'intensité des luttes sociales et de leur répression), et dans des secteurs d'activité particulièrement rentables à l'ère néolibérale. Cependant, au Mexique spécifiquement, il est indéniable que le phénomène des assassinats de Juárez, les discours dominants et les politiques qui les ont accompagnés, ont contribué à créer un climat de terreur pour l'ensemble des femmes et plus généralement pour les catégories sociales appauvries et racialisées. La répétition de ces violences, l'impunité de leurs auteurs ont entraîné une

banalisation de l'horreur et, progressivement, une insensibilisation de l'ensemble de la population — dont on peut à bon droit penser qu'elle a favorisé le déchaînement d'atrocités encore plus généralisées et terribles auquel on a assisté ensuite sous le mandat de Calderón, dans le cadre de la prétendue « guerre contre le narcotrafic ». Les assassinats pour un oui pour un non, en plein jour, d'hommes, de femmes et d'adolescent·es, les mutilations et tortures innombrables n'auraient pas pu se produire aussi massivement en suscitant si peu d'indignation, sans une mise en condition préalable du corps social. C'est bien la preuve que la violence assassine contre les femmes est intimement rattachée à d'autres violences sociales, politiques et économiques, et que loin d'en être un regrettable effet collatéral elle en constitue véritablement l'amorce et, si l'on ose dire, le premier modèle.

Enfin, il faut le souligner, cette violence qui a tant frappé les esprits n'a pas pour origine un machisme atavique, elle n'est pas le fait de la cruauté qui caractériserait les jeunes miséreux des pays du Sud. Au contraire, elle s'inscrit dans une continuité historique et dans un processus collectif de transmission de techniques répressives par des représentants des autorités. Des jeunes délinquants ont appris ces techniques d'anciens militaires, policiers et paramilitaires, eux-mêmes formés sur ordre du gouvernement mexicain pour mater les tentatives révolutionnaires - communistes d'abord, dans les années 1970, puis zapatistes à partir de 1994. Ce faisant, le gouvernement protégeait autant ses propres intérêts que ceux de son puissant voisin du nord - qui formait, entraînait et équipait les troupes mexicaines avec l'appui de la France, d'Israël ou encore de l'Allemagne et pour qui le marché de la répression et du contrôle, autrement dit le marché de la violence, est aussi un important débouché commercial.

## Notes

[1] Même si ces tâches peuvent parfaitement être réalisées par des membres de la classe des hommes, qui sont alors en quelque sorte « féminisés » par leur position de « race », de classe et leur situation migratoire notamment.

[2] Procréation, éducation, travail domestique, d'entretien, de soin, etc.

[3] Les deux groupes audiovisuels les plus importants, Televisa et TV Azteca, sont des empires médiatiques réputés proches du pouvoir.

[4] Voir la dépêche relayée par l'AFP, « Mexique : un rapport dénonce l'emprise des cartels sur les médias », en ligne sur le site <intérêt-général.info> (consulté le 20 août 2016). Une nouvelle loi sur les médias en vigueur depuis 2014 a considérablement restreint la diffusion des informations sur la guerre interne que vit le Mexique.